

Le Libertaire

hebdomadaire

ABONNEMENT POUR LA FRANCE

Un an.....	6 fr.	»
Six mois.....	3 fr.	»
Trois mois.....	1 fr. 50	

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSÉ, 15 — PARIS
Adresser tout ce qui concerne le journal
à Louis MATHA, Administrateur

ABONNEMENT POUR L'EXTÉRIEUR

Un an.....	8 fr.
Six mois.....	4 fr.
Trois mois.....	2 fr.

Le procès Malato en Cour d'Assises

LE COMPLÔT POLICIER PERCÉ A JOUR

Quelques jours seulement nous séparons de ce procès qui, vraisemblablement, constituera un des réquisitoires les plus puissants qu'on ait jamais dressé contre l'arbitraire gouvernemental et le machiavélisme policier.

Il nous a paru utile, à la veille des débats, d'exposer — en toute sincérité, simplement, sans exagérations inutiles, avec pour unique objectif, le souci d'éclairer le public — les résultats de la laborieuse instruction menée, durant six mois, par le juge Leydet, instruction qui aboutit au renvoi devant la cour d'Assises de nos quatre camarades : Charles Malato, Pedro Vallina, Harvey et Caussanel.

Que nos lecteurs veuillent nous suivre. Nous allons remonter à l'origine de l'affaire. Nous examinerons chacune des charges relevées contre les inculpés. Nous projeterons une lumière révélatrice sur les agissements des polices franco-espagnoles.

Un drame redoutable va se jouer. Quelle en sera l'issue ? Nul ne le sait.

Qui l'emportera, dans ce tournoi fabuleux, de l'imposture policière ou de la conscience, de la droiture libertaires ? Le Mensonge persistera-t-il contre tous les témoignages, en dépit des preuves multiples et décisives, à triompher de la vérité ? Autant de questions anglo-saines que se posent ceux qu'un même sentiment d'équité unit aux quatre malheureux innocents qui expient, depuis deux trimestres, le crime d'avoir rêvé pour quelque prochain avenir unhumanité plus humaine.

Peu de personnes connaissent les détails de ce « complot anarchiste » auquel les faits donnèrent rapidement un éclatant démenti. Bien rares sont ceux qui ont percé à jour la machination tramée de toute pièce par les mouches de la Préfecture et d'ambassade. C'est en partie grâce à cette ignorance que la police a pu pendant quelques mois donner le change, jeter le trouble dans les esprits les plus prévenus, échafauder un semblant d'accusation.

Tant qu'on put croire à l'abandon des poursuites, tant qu'il fut possible d'espérer voir la Justice se rendre à l'évidence, avouer son erreur, proclamer fausse la voie dans laquelle elle s'était engagée. L'indifférence était permise. Mais à présent que, pour de louches considérations de diplomatie, le gouvernement n'hésite pas à poursuivre, il serait monstrueux de ne pas apporter dans l'étude de cette affaire toute l'attention, toute la ténacité désirables.

Car, prenons-y bien garde : laisser se perpétrer en toute tranquillité l'attentat préparé par les Fouquet et les sous-Tressols de la République c'est justifier à l'avance, les entreprises criminelles dont demain chacun de nous peut devenir la victime.

xx

LA GENÈSE DU COMPLÔT

L'idée d'inculper dans une vaste association de malfaiteurs les révolutionnaires, les hommes de pensée et d'action libertaires, n'est pas neuve. Tous les gouvernements en ont usé. *La Mano Negra*, *Le Procès des Trente* sont autant d'exemples édifiants. Rien de surprenant à ce que le gouvernement espagnol ait songé à recourir à ce procédé pour tenter de consolider la royauté chancelante.

L'importance prise par les anarchistes dans le mouvement républicain espagnol apparut comme une menace telle pour la sécurité du régime monarchique, que le coup classique du complot dut naître tout naturellement, dans l'esprit de ceux qui ont pour mission de veiller à sa sauvegarde.

Depuis longtemps déjà, bien antérieurement à l'envoi du colis contenant les fameuses « pommes de pin », les révolutionnaires espagnols habitant Paris en général, et Malato en particulier, furent l'objet de manœuvres sournoises ayant pour but de les incriminer dans

une histoire de complot. A maintes reprises, Malato nous entrelint de ces embûches qu'il découvrait journallement sur sa route ; et le procès pourrait bien à ce propos, apporter quelques éclaircissements sur certaines individualités qui s'immiscèrent dans l'intimité de Malato et de ses amis...

Primitivement, il s'agissait pour le gouvernement alphoniste d'établir l'existence d'une vaste association, dont les ramifications secrètes et infinies s'étendaient, par delà les frontières, au monde anarchiste de la terre entière. Ce roman, une fois accédit dans l'esprit public, servait de base à une vaste razzia des anarchistes espagnols et la monarchie du garrot était, une fois encore, sauve de la débâcle. Le temps où les moyens manquaient, et le voyage en France de sa Majesté Alphonse XIII offrant une excellente occasion de mettre à l'épreuve la patience et la crédulité populaires, on décida d'opérer.

xx

OFFRE DE BOMBES A VALLINA

Vallina, modeste étudiant en médecine, menant, durant les loisirs que lui laissaient ses études, un combat acharné contre l'*« Espagne inquisitoriale »*, reçoit, un jour, une lettre de Barcelone, signée du nom d'un camarade très connu dans les milieux anarchistes, dans laquelle des bombes lui étaient offertes. La réponse devait être adressée *poste restante*. Sans songer à ce qu'il avait d'anormal un semblable moyen de correspondance, Vallina qui nourrissait le projet de fomenter une insurrection en Espagne, en lançant, en *Espagne*, une bombe contre le jeune roi-bourreau, accepta.

L'intention de Vallina était de se servir de ces engins *tra los montes*. Républicain avant d'être anarchiste, Vallina, s'il proclame, comme légitime l'emploi de la bombe dans un pays d'inquisition comme l'*Espagne*, considérait comme une action maladroite et dangereuse un attentat contre le roi d'*Espagne* sur le territoire d'une République. Et cela, pour qui connaît quelque peu le mouvement anarchiste espagnol apparaît comme l'expression même de la vérité.

Mais, dira-t-on, comment expliqueriez-vous qu'on puisse faire venir d'*Espagne* des engins destinés à ne servir qu'en *Espagne* ? L'explication est fort simple et nullement contestable. Vallina est dans son pays sous le coup d'une condamnation à huit ans de travaux forcés que lui a valu sa propagande. Il est, de plus, très connu ; son signallement est entre les mains de tous les policiers espagnols. Se rendre en *Espagne*, pour y confectionner un engin, se procurer les matières indispensables, à l'aller, venir, se montrer en public, c'est, du même coup, se jeter dans les griffes de la police. Au contraire, parlant de Paris pour l'*Espagne*, munî du nécessaire, une chance s'offre de passer inaperçu et de mener à bonne fin l'entreprise.

— Oh ! oh ! va dire Joseph Prudhomme, celui qui trouve décentes les guerres qui fauchent les vies humaines par milliers, oh ! oh ! mais votre Vallina n'est pas précisément un ange de candeur, un rêveur uniquement préoccupé de paix et d'amour. Mais dites-nous, bon bourgeois, s'agit-il de juger Vallina pour un délit qu'il avait l'intention de commettre ou de démontrer sa participation dans l'attentat dirigé contre Alphonse XIII ? Si, en déssespoir de cause, vous ne retenez contre lui que l'inculpation d'avoir formé le projet d'attenter en *Espagne* à l'existence du roi Alphonse, Vallina est-il justiciable de la justice française ou de la justice espagnole ?

Et puis, quel est donc le républicain, le plus modéré d'entre les radicaux, qui n'a pas affirmé la légitimité du terrorisme révolutionnaire, appliquée en réponse à la politique d'assassinat pratiquée par le gouvernement espagnol ?

Condamner Vallina pour avoir revendiqué l'endroit pour les supplices d'*Espagne* de se libérer par la dynamite comme par le poignard, c'est vous mettre dans l'obligation de poursuivre et de condamner tous les hommes politiques français qui attesteraient ce droit au lendemain même de l'explosion de la rue de Rohan.

Il faut posséder la naïveté de Vallina pour ne pas suspecter l'offre faite par lettre d'un envoi de bombes. Le fait que son correspondant (connu seulement de nom de Vallina) donnait comme adresse la poste restante, eût dû, semble-t-il, ouvrir les yeux de celui-ci. Il n'apparaît pas que la poste restante soit un lieu bien sûr pour traiter de semblables marchés. Mais ce qui démontre la présence d'une influence policière dès l'origine de cette affaire, c'est qu'aussitôt que le colis de « pommes de pin » est expédié, la police française est prévenue. Supposons que l'expédition du colis contenant les engins soit réellement l'œuvre d'un anarchiste. Que doit faire une police soucieuse de son rôle et de ses responsabilités ? Il semble qu'elle doive avant toute chose arrêter le crime en cours d'exécution. J'imagine que la police espagnole, par suite d'une enquête minutieuse, de recherches patientes, parviendrait à apprendre que des bombes destinées à tuer le roi d'*Espagne* sont expédiées à un anarchiste — Vallina — demeurant en France. Que doit-elle faire ? Appréhender l'expéditeur du colis d'abord, le destinataire ensuite. Ainsi la vie du monarque n'est plus en péril et les criminels peuvent trouver leur juste châtiment. Au lieu de cela, on suit complaisamment les bombes, on veille à ce qu'elles arrivent à bon port, avec la sollicitude d'une jeune mère pour un bébé. Avouez qu'à défaut d'autre chose on en peut bien inférer que la complicité de la police était acquise à cet attentat en perspective.

Mais il y a mieux. La suite le démontre.

xx

ENVOI DE « BOMBES DE PIN »

A CAUSSANEL

Le complot n'était pas assez corse. Limitez à Vallina, les proportions en paraissaient mesquines aux yeux des valets de police. Ce qu'il importait c'était d'arriver à compromettre Malato. Par quels artifices allait-on parvenir à circonvenir la méfiance éveillée chez Malato par les incidents que nous relatons plus haut ? Après réflexion, l'opération fut réglée. Caussanel allait servir de complice inconscient à la police des deux pays. Dès que la France républicaine se prépara à recevoir le roi d'*Alcalá* du Valle, Malato ne reçut plus aucun lettré. Son courrier devenait invariablement la poche du cabinet noir qui, comme chacun sait, ne fonctionne plus. Malato eut alors la pensée de faire adresser sa correspondance chez Caussanel dont les opinions républicaines bien connues semblaient assurer la tranquillité. C'est là que la police décida d'expédier les « pommes de pin ».

Un matin, Caussanel reçoit une lettre de voiture lui annonçant l'expédition d'un colis de ferraille venant d'*Espagne*. On juge de la stupéfaction de Caussanel lequel, fort perplexe, s'en fut trouver Malato et lui exposa le cas.

— Ma foi, répondit celui-ci, nous ne pouvons que le recevoir à présent, que ce colis est parti. Lorsque nous en aurons pris connaissance, nous aviserez.

A l'heure même où le colis était expédié, la police française était avisée. A son arrivée à la gare de Béry, le colis est ouvert par l'agent Duhoux (que nous retrouverons plus tard) en présence du chef des douanes. La caisse, soigneusement refermée est ensuite livrée à Caussanel. Celui-ci, porta le colis chez Malato et tous deux essayèrent de déchiffrer l'énigme. De guerre

lasse, et flairant un piège, Malato et Caussanel décidèrent de se débarrasser du colis suspect. Une nuit, Malato se rendit aux fortifications du haut desquelles il précipita les « pommes de pin »

A quelques jours de là : nouveau colis de pommes de pin précéda d'une dénonciation, reconnue à la douane par l'agent Duhoux et livré comme le premier à Caussanel. De plus en plus surpris, inquiets de cette persistance, Malato et Caussanel firent subir au deuxième « cadeau » le sort du premier.

Aucune des « pommes de pin » ne fut retrouvée.

Cela ne surprendra pas si l'on réfléchit que la justice tente d'identifier ces « pommes de pin » avec celles enfouies par Vallina et Farras dans les bois de Vélyz.

L'expéditeur au nom duquel se sont effectués les envois destinés à Caussanel, n'a jamais été retrouvé.

xx

HISTOIRE D'UNE BOMBE ET DE DEUX LIVRES

Comment maintenant la police tente-t-elle de justifier le complot ? Le témoignage de l'agent Duhoux (convaincu par la suite de mensonge) est la seule « assise sérieuse » de cet édifice ridicule. L'agent Duhoux affirme avoir vu Caussanel le jour où celui-ci recevait le second colis de « pommes de pin », se rendre chez Vallina avec un paquet qui, *autant qu'il pouvait en juger*, contenait les engins en question. Or, le paquet n'était autre chose que deux livres dont Malato demandait la traduction à Vallina.

Sur ce fait, aucun doute n'est permis. Les déclarations de Vallina, de Malato et de Caussanel, qui n'ont pu se concerter, le premier ayant été arrêté huit jours avant les deux co-accusés, concordent de tous points. En l'absence de Vallina, Caussanel rapporta le paquet à Malato.

C'est là toute la complicité de Vallina, de Malato et de Caussanel ; c'est tout le complot !

Aucun autre fait de nature à convaincre de culpabilité l'un ou l'autre de ces trois accusés n'a pu être fourni. La chose est significative. Car un complot qui tend à être couronné par un attentat a failli être victime du roi Alphonse, nécessite des entrevues, des démarches, toute une préparation qui ne pouvait manquer d'attirer l'attention de la police, laquelle depuis l'annonce du voyage royal avait resserré la surveillance autour de ces anarchistes. Pas un geste, pas un acte, de Malato, de Vallina et des autres n'étaient ignorés de la Préfecture. Quelle possibilité de comploter restait-il donc à nos camarades ?

L'absence de réponse catégorique est la destruction absolue du système créé par la police.

xx

DANS LES BOIS DE VÉLYZ

Nous avons vu que Vallina et son ami Farras sont en possession d'enveloppes de bombes. N'oublions pas que ce n'étaient que des enveloppes de bombes.

Ne devant utiliser ces engins qu'en Espagne, Vallina jugea bon, à la veille de la venue du roi, de se débarrasser de ces encumbrants et compromettants objets. C'est alors qu'il se rendit à bicyclette à Vélyz, à l'effet d'enterrer dans les bois les « pommes de pin ».

L'agent Duhoux, à bicyclette également, suivait à distance. Et ici se produit ce fait prodigieux, inenvisageable pour qui connaît les façons d'opérer des policiers. L'agent Duhoux qui a « filé » durant plusieurs heures Vallina et Farras, les a accompagnés jusqu'au village de Vélyz, à traverser derrière eux une partie des bois du même nom, à cent mètres du but les perd subtilement de vue. A qui fera-t-on avaler cette couleuvre ? Mais je veux bien suivre l'inspecteur Duhoux sur le terrain où si malencontreusement il s'engage. A cent mètres de l'endroit où les bombes seront enfouies, Vallina et son compagnon échappent à sa vue ; soit. Mais là encore : quel est le devoir d'une police résolue à garder coûte que coûte la vie de deux chefs d'Etat ? C'est de faire opérer dans un rayon de cent mètres des recherches en vue de découvrir les engins. Ces engins découverts, saisisis par la justice, l'attentat était évité. Car nous allons le voir ce sont ces « pommes de pin » NON ENCORE CHARGÉES qui sont les instruments de l'explosion manquée de la rue de Rohan.

La police a-t-elle fait quoi que ce soit pour retrouver ces engins ? Nullement. Ecoutez l'agent Duhoux. Voici une de ses déclarations faites à M. Leydet, à la suite du récit de la « ballade » à Vélyz. « ... A ce moment je perdis de vue Vallina et Farras. Il me fut impossible de les retrouver. A PARTIR DE CETTE MINUTE JE CESSIONNE LES SURVEILLER. »

Comment ! c'est au moment où l'attentat va se consumer que la police cesse sa surveillance ? Allons donc ! il n'est pas un seul homme pouvant accepter comme vérifié une pareille affirmation.

Nous sommes donc en droit de dire que même en nous plaçant dans l'hypothèse de l'attentat commis par un anarchiste, LA POLICE N'A RIEN FAIT, ALORS QU'ELLE EN AVAIT LE POUVOIR POUR EN EMPêCHER L'EXÉCUTION.

xx

L'ATTENTAT

Vallina est arrêté sur ces entrefaites : huit jours avant l'attentat. Ce n'est donc pas Vallina qui a lancé la bombe. Ce n'est pas lui qui a procédé au chargement de l'engin puisque les « pommes de pin » étaient enfouies dans le bois de Vélyz n'étaient que des enveloppes de bombes.

Qui est donc l'auteur de l'attentat ? On comprendra que ce n'est pas à nous à dire. C'est le rôle de la justice de découvrir les coupables, c'est la fonction de la police de les dénoncer ; nous ne saurons disputer, même dans l'intérêt de notre cause, de si ignominieuses fonctions.

Deux hypothèses sont en présence en ce qui concerne l'attentat. Je les souligne au sujet de mes lecteurs afin de bien montrer que nous ne voulons rien esquerir des questions en discussion. Je dois dire que dans l'un comme dans l'autre cas, ces hypothèses n'interpellent en rien l'innocence des quatre inculpés.

L'attentat peut avoir pour auteur : ou Farras, ou la police.

Il se peut que Farras, indigné des arrestations sans nombre auquel se livrait le gouvernement, il est possible qu'après l'incarcération préventive de Vallina, Pallaciros, Prais, Navarro, etc., craignant pour eux l'extradition, Montjuich, la torture ou le garrot, il est possible que Farras, dans un moment de douleur et de colère, se soit rendu à Vélyz, ait pris les « pommes de pin », les ait chargées et, voulant vendre par avance ses camarades, se soit laissé aller à les lancer.

Mais si cette hypothèse est vraisemblable, cette deuxième ne l'est pas moins : Et pourquoi ne serait-ce pas la police qui, s'apercevant qu'elle en est pour ses frais, que Vallina n'est pas tombé dans le piège, que Malato et Caussanel ont évité le traquenard, pourquoi ne serait-ce pas la police qui, sachant où se trouvait les engins, ait procédé à la même manœuvre qu

situation reste la même pour Malato et ses co-détenus.

Leur innocence est patente, avérée, indiscutable !

HARWEY

Que reproche-t-on à Harvey ? D'avoir lancé la bombe ? Non : Harvey était sous les verrous une semaine avant l'attentat.

On l'accuse d'avoir VRAISEMPLA-BLEMENT chargé l'engin. Vraisembla-blement, vous avez bien vu ! C'est écrit en toutes lettres dans l'acte d'accusation. Vraisemblablement, pourquoi, vraisemblablement ? Parce que Harvey étudiait et connaissait la chimie et parce que, de plus, il était le compa-gnon de Vallina ? Si c'est sur de semblaibles preuves que la justice bourgeois fonde ses arrêts, je ne sais plus s'il se pourra trouver un seul homme au monde pour, après ce cas particulièr, ne pas rougir d'appartenir à la même race que les juges.

On pourrait s'en tenir là. Faire rassurer l'arbitraire de cette déduction que rien ne justifie. Ce serait, il semble, suffisant pour faire douter le plus endurci, le plus obbus de tous les jurés. Mais puisque c'est la police qui accuse Harvey, faisons réhabiliter Harvey par la police : il est prouvé par les experts qu'une bombe chargée suivant le mode de celle lancée sur le carrosse royal ne peut — sans risquer d'exploser — rester plus de deux jours chargée. Or, Harvey était depuis HUIT JOURS à la prison de la Santé quand l'attentat se produisit. Et pour corroborer ceci, M. Mouquin, haut fonctionnaire de la préfecture de police, déclarait à un rédacteur du *Temps* qui lui exprimait sa surprise qu'on n'ait pas saisi les engins : « Mais ce n'était pas légal, ces engins n'étaient pas à nous, et, au surplus, CE NETAIENT PAS DES BOMBES, mais des « enveloppes de bombes ».

Est-ce là toute l'inculpation portée contre Harvey ? Non, il en est une autre. On a trouvé à son domicile un livre contenant des pensées, des formules explosives, un plan du Palais d'hiver en Russie et, d'autre part, deux grammes de fulminate de mercure. C'est ce dernier produit qui constitue le délit de « détention illégale de substances explosives » dont aura également à répondre Harvey.

Le livre, écrit de sa main, Harvey en reconnaît la propriété. Quant au mercure, il nie formellement lui avoir appartenue.

Encore la police ! allez-vous dire. Eh ! oui ! Encore la police ! Et ceci n'est pas une affirmation légère que rien n'explique. Lorsque Harvey fut arrêté, le 23 mai 1905, une perquisition eut lieu. Elle ne donna aucun résultat. RIEN ne fut découvert. Au mépris de toute loi, contre tous les règlements, les scellés ne furent pas apposés sur le domicile d'Harvey. Le 8 juillet — UN MOIS ET DEMI APRÈS SON ARRESTATION. — une nouvelle perquisition est ordonnée. A cette perquisition le livre et les deux grammes de fulminate de mercure sont trouvés. Le fulminate est découvert sur la fenêtre, en évidence. Et là se produit un fait qui atteste lumineusement que la police est venue durant le temps écoulé entre la première et la seconde perquisition.

Harvey possède une bibliothèque considérable. C'est par centaines qu'on compte ses livres d'une rareté et d'une richesse remarquables pour la plupart. Au milieu de cette réunion de volumes, il est impossible d'en distinguer un plus particulièrement que les autres.

Or, à la deuxième perquisition, alors qu'à la première on n'avait rien saisi d'important, Fouquet, sans l'ombre d'une hésitation, se dirigea vers la bibliothèque et prit un volume, un seul : celui sur lequel étaient portées les formules et le plan cités précédemment.

Qu'est-ce que cela démontre ? Cela démontre que la police s'est rendue dans la chambre d'Harvey le 23 mai au 8 juillet. Fouquet, par sa hâte, par son assurance, nous en fournit la preuve. Et si les policiers se sont rendus chez Harvey pour inventorier plus soigneusement ses bouquins, il nous est permis de supposer qu'ils ne sont pas étrangers au fulminate de Mercure.

QUELQUES TÉMOIGNAGES

Voilà, fidèlement et simplement rapporté, l'état de l'instruction.

Il ne me reste qu'à rappeler quelques « témoignages de tout repos » sur quoi la Justice doit, paraît-il, faire fond. Cettons celui de l'agent Duhoux, prétendant avoir vu, de chez un marchand de vins, placé au coin du boulevard Brunet et de la rue Didot, Vallina se rendre chez Malato. A cette époque, dans le *Libertaire*, j'exposai l'impossibilité matérielle qu'il y avait pour cet agent à découvrir le domicile de Malato. La défense exigea une démonstration pratique et là, Duhoux, confondut, tout avouer ayant menti. « J'ai cru, voyant Vallina s'engager dans le passage des Mariniers, pouvoir déduire qu'il se rendait chez Malato. »

Trois semaines après l'arrestation de Caussanel, la principale locataire de l'immeuble, secondée par deux consommateurs, vint déclarer que Caussanel avait tenu devant elle des propos anarchistes. Ecoutez la déposition de l'un des consommateurs. Elle vaut son pesant d'or... au moins pour son auteur.

« Un jour, dit le quidam, Caussanel voulut m'emmené dans une réunion. Non, lui répondis-je, je ne vais jamais dans les réunions, je suis plus intelligent que ça. Je suis sûr, termina ce brave citoyen, que ce devait être une réunion anarchiste. »

Caussanel est justement des inculpés le seul qui ne soit pas anarchiste. Fils d'un proscrit du 2 décembre, ami de la République, parce que la République c'est le contraire de l'Empire et que l'Empire, c'est pour lui, le 2 décembre. Caussanel ignore tout de l'anarchie et se contente d'être dans la vie un brave homme et devant les juges un homme brave.

Vraisemblablement, je croyais pouvoir déduire, ce devait être.

Voilà le procès, tout le procès !

El c'est avec de tels éléments d'accusation que des juges assument la responsabilité de trainer devant un jury qui ignore tous ces détails des hommes dont l'innocence éclate aux yeux de tous.

De généreux efforts sont tentés pour arracher ces quatre victimes de l'injustice où la sécheresse policière les a précipité.

Mais qu'aucun de ceux qui seront appelés à faire état de leur parole, n'oubliera cette pensée constante de Malato, qui est aussi là nôtre : Tous les quatre sont innocents, tous quatre doivent être sauvés.

Miguel Almereyda.

Au hasard du chemin

Impudent

On sait que notre ami Hervé a vu sa demande d'admission au barreau rejetée par le conseil de l'ordre. La gourmanderie de la caste enjuponnée n'a pu surprendre personne sérieusement. On s'est étonné toutefois que Labori se fût mis en tête du mouvement.

Il fut un temps où l'avocat de Dreyfus ne désavouait pas les antimilitaristes, alors que toute la presse nationaliste réclamait son exclusion de l'ordre pour les mêmes raisons que celles invoquées contre Hervé.

Séverine nous disait l'autre jour : « Ce n'est pas parce que l'avocat a la robe de la femme qu'il en a la pudeur. »

Poème épique

C'est un poème militaire, une alegorie. Cela nous manquait. Le général était mort avec feu Poillou, qui égrenait dans ses ordres du jour redondants, des métaphores plutôt risquées. Le général Hardy de Périni le remplace. Voici un récent morceau, extrait d'une déclaration en date du 15 novembre.

« Le général Hardy de Périni, opérant à la fois comme général de division... a vivement insisté sur la nécessité d'opérer le plus tôt possible les fiançailles du soldat avec le terrain. Le mariage vien-

et souvent contradictoires, et dont les interprétations peuvent différer infiniment. Il nous est loisible d'échapper à leurs étreintes, de les modifier, de varier nos actes pour les mettre en harmonie avec de nouvelles circonstances, le milieu nouveau dans lequel nous agissons : et c'est l'évolution. Celle-ci non plus n'est pas unilatérale. Cette marche en avant de l'humanité ne s'effectue pas vers un but unique, par la même route et du même pas. C'est encore céder à l'esprit de système, qu'attribuer à ces modifications une unité, une discipline. Le monde marche, mais par des chemins divers et souvent opposés, avec des cadences différentes, vers des idéals ennemis ; il le fait, sans raison finale, simplement parce qu'il faut marcher, et que le repos serait la mort....

CONCLUSION

Les insuccès répétés du nationalisme dans la recherche d'une Morale Indépendante ont une raison qu'il faut chercher dans une impuissance inhérente à son esprit, à son principe. Remarquer que la Libre Pensée est surtout critique ce n'est pas assez dire, c'est seulement exprimer un effet. La vraie cause de ces échecs est dans l'obstination à chercher des règles de notre vie dans les enseignements de la Raison, que ces recherches soient d'ordre métaphysique ou scientifique.

Nous croyons volontiers à la Raison toute puissante ; nous lui attribuons une

dra en mars, les noces d'argent en mai, celles d'or en juillet et enfin celles de diamant en août-septembre au camp de Mailly, peut-être aux grandes manœuvres. En conséquence il convient de faciliter aux fiancés des entrevues fréquentes mais prudentes et surtout sage-ment surveillées... »

Les officiers sont tout naturellement désignés pour jouer le rôle d'entremetteurs...

Nous demandons pour le général Hardy le coin de la poésie à la Revue des Deux Mondes. Coppée doit à son honneur à poil de ne pas l'encombrer plus longtemps de ses vers cacochymes. Quel plumet ce sera pour la maison Brunetière !

Comme à Odessa

C'est entendu. Dès la déclaration de guerre, les patriotes se débarasseront de nous. Après le Posse de La Patrie, toutes les officines où l'on noircit du papier tricolore nous l'annoncent, et chaque jour prononcent à notre adresse un *Memoram*.

Nous sommes prévenus ; les massures d'Odessa que célèbre Drumont serviront de modèle. On sait ce qu'il en fut, comment toute une immonde pègre remonta des bas-fonds, à l'appel des policiers, et se rua sur les juifs et les intellectuels, « pour Dieu, pour le Tsar, pour la Patrie ! »

On sait quels massacres les bandes noires perpétrèrent avec l'appui ouvert de l'autorité. Douze mille furent blessés, huit mille tués ; on éventrait les femmes, on écrasait les enfants ou mutilait affreusement.

Belle fête pour la canaille nationale : les rues étaient rouges de sang, sa-ses de débris humains !

On parle de recommencer en France. Mais nous laisserons faire ? On n'a pas pris notre permission.

Mystifications Populaires

V

Mandat impérial et contractuel

Ceux qui considèrent que le suffrage universel comme le plus puissant moyen d'asservissement qu'ait inventé les classes privilégiées pour assurer leur domination sur le Peuple, ne se font aucune illusion sur la valeur du mandat impérial.

Quant au mandat contractuel, qui n'est que le synonyme du mandat impérial, son seul mérite est d'avoir été baptisé ainsi par l'auteur de l'*Ode à la Colonne*, l'ex-Pair de France sous Louis-Philippe, le créateur de l'expression République rouge, l'Officier fusilier de Juin 48, le poète sensible en paroles ; pour tout dire, en un mot, l'homme aux sept millions.

Si le suffrage universel est un instrument de perdition pour les Proletaires, il n'y a pas lieu de l'améliorer mais de le combattre.

Les pauvres sont les vaincus de la bourgeoisie au même titre que des peuples appartenant à une même nationalité et qui sont devenus la proie des conquérants étrangers.

Or quelle est la tactique des oppresseurs habiles au lendemain de la victoire ? C'est d'admettre autant que possible les ennemis de la veille, en leur rendant la soumission plus supportable afin de perpétuer une oppression qui, sans ces atténuations, aurait pu n'être que passagère ; c'est de faire oublier l'adage qui fait : *contre l'ennemi, la revendication est éternelle*.

Les Romains eux-mêmes, les plus déterminés brigands qu'ait connus l'antiquité, noyaient dans le sang toute tentative de rébellion et pillaien sans scrupules les peuples soumis à leurs armes ; mais ils respectaient leurs mœurs, leurs usages, leurs superstitions et les laissaient s'administrer à leur guise.

Le premier soin des conquérants, après les premières heures d'une répression impitoyable, consiste à faire appel à l'oubli, à la conciliation, afin de faire participer les vaincus eux-mêmes aux conditions de leur esclavage en les légalisant.

Ce que redoutent par dessus tout les maîtres, c'est l'isolement farouche qui rend tout rapprochement impossible et fait préparer la révolte à brève échéance.

Le mandat impérial est atteint d'une vice redhibitoire : il manque de sanction.

Le député, muni de la force collective, est désormais au-dessus de toute atteinte. Les comités chargés de veiller à l'exécution du contrat, sont forcément réduits à l'impuissance, à moins qu'ils ne deviennent les complices plus ou moins conscients de l'élue.

Qui a jamais été dupe de ces satisfecit accordés par des compères qui connaissent l'art de composer des salles complaisantes, ou enthousiastes ?

Les limites imposées forcément à un article de journal ne permettent pas de longs développements ; il y aurait profit, pour les partisans du mandat impérial, à lire attentivement quelques fables de La Fontaine, qui sont bien appropriées au sujet. Quoique ce ne soient que des aplogues, la lumière qui se dégage de leur lecture est si éclatante que ceux qui consentiraient à la lire n'auraient pas perdu leur temps. Nous citerons entre autres :

Le cheval qui a voulu se venger du cerf. La clide et sa compagne. Le lion en société avec la chèvre, la brebis, etc.

Le chat et le rat. Les voleurs et l'ane. Le rat qui s'est retiré du monde. Le loup et le chien.

Réduite à sa plus simple expression, la souveraineté peut se définir en ces termes : Un régime où le Peuple, maître en tous temps de conclure ou de résister les conventions sociales, délibère et décide sur toutes les questions d'intérêt commun.

C'est le premier pas vers la libre entente et l'anarchie.

Jusqu'ici, on a toujours équivocué et joué sur les mots, en feignant de faire consister la souveraineté dans l'unique nomination des députés par les électeurs, tandis qu'elle réside au contraire, dans cette condition sine qua non pour le Peuple, d'exprimer son avis sur les choses encore plus que sur les hommes.

Demandez aux électeurs lequel ils préfèrent de Pierre ou de Paul, les voilà aussitôt divisés en deux camps.

Interrogez-les pour savoir s'ils consentent à payer cent millions pour la construction d'un théâtre ; si les impôts doivent être prélevés sur le nécessaire ou sur le superflu ; si le droit à l'existence est plus sacré que le droit au plaisir et cent autres questions analogues, vous verrez immédiatement de quel côté se portera la majorité.

La supercherie du choix sur les noms des individus est si grossière, qu'il est inconcevable qu'elle ait réussi à donner le change à ceux qui se considèrent, à tort ou à raison, investis de la direction du mouvement populaire.

Le vote sur les choses : Voilà cependant un terrain neutre tout trouvé pour opérer la concentration et l'entente entre les diverses écoles socialistes, et que ne sauraient repudier ceux qui croient encore à la possibilité d'effectuer la Révolution par le suffrage et les réformes pacifiques.

Il n'y a que les anarchistes qui soient capable d'affirmer si, dans leur passion pour la logique, ils se cantonnaient dans la revendication de la liberté absolue de l'individu ; mais aucune des autres fractions du parti socialiste ne saurait invoquer une raison sérieuse pour ne pas se rallier à cette convention.

La proposition qui se résume en ce seul point : *Le Peuple statuera, laissez la porte ouverte à tous les programmes sans en exclure aucun.*

A chaque unité, à chaque groupement, le soin de faire prévaloir les idées qui ont sa préférence.

Si une première tentative subit un échec, qui empêche d'appeler, des citoyens insuffisamment renseignés, au Peuple en-suite mieux informé ?

Les partisans du régime capitaliste déclarent que le système de la souveraineté directe, qui était d'une application facile dans les petites républiques de l'antiquité, serait impraticable dans les grands États modernes en raison même de l'excès de leur population.

Ces messieurs oublient que, débarrassés des entraves administratives et grâce au progrès de la science, le recensement des votes s'opérerait presque instantanément, à peu de frais et sans risques de fraudes, ainsi que cela n'arrive que trop souvent dans les assemblées parlementaires ou les députés présents votent sans vergogne pour les absents.

Les bons bourgeois qui, comme chacun le sait, nourrissent une profonde tendresse pour les salariés, s'affraient, pour eux, des dérangements fréquents que le souci des affaires publiques occasionnerait à ceux qui n'ont d'autres ressources que leur travail.

Leur sollicitude est touchante, assurément, mais qu'ils se rassurent. La perte supposée qu'imposerait aux travailleurs le vote sur les conventions sociales, serait compensée au centuple par la suppression inévitable de toute espèce d'exploitation, de toute déperdition inutile de force.

Les députés actuels ne sont pas générés par ces scrupules, eux qui attendent aux derniers moments de chaque session pour bâcler le budget et qui, pressés de prendre leurs vacances, se hâtent de le voter au pas de course, à raison de 5 à 600 millions par séance.

Atome.

(A suivre)

La Grève Militaire et l'Insurrection

Chers camarades,

En réponse à l'article d'Almeryda, vous nous permettrez quelques éclaircissements ?

Je serais désolé qu'on pût me croire la moindre inclination à la passivité tolstoïenne.

« Laissons-nous fusiller par les bourgeois français, ai-je écrit, plutôt que d'assassiner au nom de la Révolution, nos frères allemands ou russes. »

Replacé

Droit au But

Le long cri d'angoisse et d'horreur que provoquent les massacres et les auto-dafés des juifs, met enfin à nu l'admission d'abjection dans lequel s'effondre l'emprise des tsars.

Ces orgies sanglantes, où le tsarisme joue le rôle de principal bourreau, ne sont cependant pas dues à lui seul. L'aristocratie et l'orthodoxie sont la cause initiale de ces crimes, les véritables tuteurs de ces saturnales moyenâgeuses.

Depuis des siècles, les nobles et les prêtres ont attisé les haines ignorantes des campagnards contre le prolétariat juif pour détourner de leurs têtes coupables les justes répressions des paysans spoliés et volés par eux.

La grimace libérale que les nobliaisons essaient aujourd'hui d'esquisser devant le danger qui les menace, ne sauvera pas plus que cette autre hypocrisie, qui consiste à affirmer qu'il n'y a pas de clercs en Russie, ne saura les popes.

Tous sont la, patients, indéniables et accusent les nobles, les prêtres et les tsars, c'est-à-dire les fouteurs, abrutisseurs et tortionnaires du peuple russe d'avoir frustré les paysans du soleil qu'ils mettent en valeur et de s'être accaparés au détriment de la production et des producteurs de 95 % du territoire russe.

Le résultat monstrueux de ce vol de la terre russe par cent mille nobles dont l'existence de chacun est faite en moyenne, de la misère de cinq cents paysans, fait que le chiffre des morts monte auquellement en Russie, par mille habitants, à 42 pendant qu'il n'atteint dans l'Europe Occidentale, pour le même nombre, que 17 à 26. Tous les massacres de la guerre russso-japonaise, tous les assassinats de juifs et d'ouvriers révolutionnaires ne sont qu'une goutte insignifiante en comparaison de l'océan de larmes et de sang que fait couler, chaque année, la continuation du régime tsariste et nobiliaire par le seul fait de sa raison d'être. Puissent nos amis se dire, et, affranchis de toute fausse pitie, agir en conséquence.

Jusqu'ici, la grande et belle grève générale de fin octobre, qui a mobilisé une armée de travail de plus de 15 millions de personnes, n'a encore donné aucun résultat positif.

L'annamie partielle n'est qu'une soucière, la liberté de la presse s'est traduite par la confiscation du premier numéro du quotidien socialiste « La Vie Nouvelle » de Gorki et le projet électoral, inspiré par Witte, tente que le droit de vote serait accordé à tout homme après 25 ans d'âge qui paye :

1° Un loyer annuel de plus de 480 roubles (1 rouble : 2 fr. 65).

2° Aux petits commerçants, excepté à ceux qui font partie de la plus « basse classe ».

3° Aux diplômés des hautes écoles.

4° Aux fonctionnaires des capitales, — Pétersbourg et Moscou — recevant des appointements supérieurs à 1200 roubles.

5° Aux fonctionnaires des autres villes dont les appointements dépassent 900 roubles par an.

D'après ce projet mirifique, la Douma doit être composée de 600 membres, dont 21 à 25 représenteraient les classes ouvrières.

Heureusement, dans ces conditions, la masse du peuple russe n'a pas mordu aux réformes libérales et constitutionnelles du 30 octobre et le prolétariat est resté l'arme au pied.

La tentative de grève générale faite à Pétersbourg, entre le 15 et le 20 novembre, en faveur de l'autonomie de la Pologne, n'a pas échoué, mais a volontairement été abandonnée par le prolétariat de la capitale qui a reconnu la nécessité impérieuse de se résigner pour la lutte décisive.

Tout en étant pour l'autonomie de la Finlande, des Provinces Baltiques, de la Pologne, du Caucase, ainsi que pour toutes les autonomies possibles et impossibles, nous approuvons pleinement cette décision des travailleurs russes. Et cela pour deux raisons : 1° car la suppression radicale de la monarchie doit précéder la réorganisation politique et sociale de la Russie et 2° car il nous semble que la plateforme autonome des races hétérogènes qui peuplent les provinces occidentales de l'Empire est trop vague pour rallier les forces vives de la Révolution.

L'aristocratie finlandaise, dont les sentiments sont aussi féodaux que ceux des Storsvenske de leur pays d'origine a toujours été autonomiste. Les hobereaux des Provinces Baltiques, descendants crus d'une longue lignée de fouteurs, qui ne le cèdent en rien en abjection et en morgue aux bojars russes, sont eux aussi autonomistes à leur façon. Quant aux magnats polonais, ils sont mieux que pour l'autonomie, pour l'in-

dépendance de la Pologne qu'ils espèrent confisquer à leur profit exclusif comme le ferait du reste, l'aristocratie de la Finlande, du pays finnois et les nobles et hauts-bourgeois allemands des Provinces Baltiques — Estonie, Livonie, Courlande — où ils sont venus jadis en conquérants et ne constituent actuellement que 6 % de la population totale.

Le prolétariat est la seule classe consciente en Russie et, loin d'épargner ses efforts, il doit coordonner son action en vue d'atteindre des buts nettement prolétariens et combattre, sans merci, les institutions, les classes et les individus qui lui barrent la route.

Parmi ces institutions à abattre et ces classes et individus à supprimer, il y a d'abord, et en toute première ligne, l'empereur et l'organisation monarchique et religieuse de la Russie. Viennent ensuite les seigneurs ou nobles qui ont été les sangsues séculaires des paysans et en troisième lieu, les capitalistes, ces veilleurs d'importation et de formation récente.

C'est pourquoi il est grand temps, et les révolutionnaires paraissent l'avoir compris, de faire payer cher aux fonctionnaires, aux nobles et aux bourgeois la continuation des assassinats perpétrés contre les juifs, les travailleurs et les étudiants, et de manœuvrer de sorte que la prochaine action directe des foules ouvrières soit décisive et aboutisse à l'extermination de la monarchie et de ses supports infâmes.

Un proscrit.

Causerie Ouvrière

LA GRÈVE DES ARSEAUX

Elle est terminée ; mais avant cela que d'encre à noirci le papier des journaux à son sujet.

On sait combien les candidats républicains sont unanimes à proclamer les fausses libertés acquises. C'est même en leur nom que la plupart de ces jeans-foutres se déclareront prêts à courir à la frontière pour les sauvegarder.

Cela, c'est de la théorie, de la démagogie. En fait, la liberté n'existe pas plus en France qu'ailleurs pour l'ouvrier. Tous les patrons sont unanimes à ne pas tolérer qu'un ouvrier pense ce qu'il veut et encore moins à tolérer qu'il exprime sa pensée, lorsqu'elle n'est pas pour plaisir à son maître.

Quelques patrons bourgeois font souvent des serments de loyauté, de libéralisme et de tolérance à la Loge maçonnique, au Groupe républicain ou de Libre-Pensée, mais s'il s'agit, par des actes, de faire preuve de ces mêmes sentiments, ils ne manquent pas de jeter à la porte de leurs ateliers, les militants syndicalistes, les libertaires qui s'affirment.

L'Etat-patron, aussi froide et aussi déloyal que n'importe lequel des patrons de l'industrie privée, malgré les belles phrases de ses ministres sur la liberté pour tous, a donné plus d'une fois un démenti formel à leurs paroles.

Toujours, l'Etat-Patron est en contradiction avec l'Etat-Tribun. L'action toujours démontre la parole chez le politicien.

Le cas de l'ouvrier Pengam est éloquent, et la grève qui en fut la suite est instructive.

On sait l'histoire : Pengam s'était permis de faire un discours qui n'était pas du goût de l'amiral Pet-faux. Celui-ci lui infligea une punition.

Il paraît que Pengam osa ne pas dire du bien du Militarisme. C'était son droit. L'armée, comme toutes les autres institutions dont elle est le plus réel soutien, est une administration dont le Peuple paie les frais... il doit en avoir la libre critique. Or, le plus grand bien qu'on puisse dire de l'Armée c'est qu'elle est une école horrible de dégénération morale et physique, un champ d'entraînement pour le crime. C'est, d'ailleurs, ce qu'ont écrit ou dit des philosophes et des écrivains dont la République s'honneure. Pengam n'en avait pas tant dit. N'importe, l'amiral Pet-faux le punit afin de signaler à la Justice bourgeoise une proie nouvelle.

Légalement, c'est la justice qui eût dû se servir contre Pengam pour que l'amiral pût lui infliger ensuite une punition.

Mais l'Etat ne fit pas les lois pour lui. Il a bien le droit de les violer, comme le ferait un simple anarchiste, avec cette différence qu'il n'y risque pas grand chose, si ce n'est de donner le bon exemple et de montrer aux plus naïfs la raison d'être des lois.

Et, devant sa majorité, le représentant de l'Etat-Patron s'est fait applaudir lorsqu'il déclara qu'un ouvrier de l'arsenal ne devait pas être libre de ses actions en dehors de l'arsenal. A l'arsenal, c'est l'ouvrier-soldat et le soldat-ouvrier.

On lui permettrait, peut-être, si son amiral n'est pas trop bigot de crier : « A bas la Calotte ! »... mais on ne peut lui permettre de crier : « A bas l'Armée ! »... Et puis, dit-on, dans les bons endroits et écrit-on dans les bons journaux, pourquoi l'ouvrier Pengam, s'il est antimilitariste, travaille-t-il dans un arsenal ?

Comme si l'ouvrier pouvait choisir son bagne et surtout donner à son produit une destination et un but conformes à ses idées ! Pas plus que le fondateur et le compositeur typographes et que l'ouvrier imprimeur qui confectionnent un livre ou un journal ne s'occupent du travail qu'ils font, l'ouvrier des arsenaux n'a à s'occuper du sien.

Par la grève, en période révolutionnaire, ainsi qu'en Russie actuellement, il agit dans ce sens, d'une façon générale, mais il ne

peut le faire que d'une façon particulière en temps normal d'oppression habituelle et d'exploitation ordinaire.

Quant à l'argument auquel se rallient toute la réaction et toute la gadoue du socialisme parlementaire : la défense nationale, les ouvriers s'en foutent.

Si les ouvriers des arsenaux fournissent le nécessaire à la défense nationale, on en peut dire autant de ceux qui fournissent les guillots, les vêtements ; on en peut dire autant également de même de ceux qui fournissent la troupe d'aliments et, par le même raisonnement, on sera bien d'intéresser la grève des ventres, pour que la dépopulation ne risque pas d'obliger les obus et autres produits des arsenaux d'aller se loger ailleurs que dans la chair à canon qui est celle du Peuple.

Les ouvriers des Arsenaux qui ont eu le mauvais goût d'être syndiqués, ce qui les induit à être tant soit peu conscients, ont trouvé que la liberté individuelle passait avant la défense nationale.., et ils n'ont pas accepté qu'un des leurs fut frappé.

Comme un seul homme, tous les forçats des arsenaux et des établissements similaires ont fait grève par solidarité avec l'ouvrier Pengam et les autres punis.

Malgré les fausses nouvelles, les falsifications de dé perché, les manœuvres de toutes sortes, la grève des ouvriers des arsenaux fut un mouvement superbe de solidarité et de conscience ouvrière.

Malgré les quelques déféctions, ce fut une manifestation splendide. Le gouvernement lui-même la trouva redoutable, puisqu'il consentit à céder sur bien des points.

En certains endroits, où la propagande syndicale n'a pas encore donné tout son effet, il y eut incompréhension du mouvement.

Les mêmes ouvriers qui eussent marché pour la moindre augmentation de salaire seraient passés aux intimidations du ministre.

D'autres, conduits par leurs femmes, s'en allaient à l'atelier la tête basse. Celles-ci ne voulaient pas que leurs hommes pussent parler et penser librement comme monsieur le curé.

En revanche, bien des jaunes se sont joints aux rouges. C'est symptomatique, pour des jours prochains où il ne s'agira pas seulement d'une grève générale des arsenaux, mais d'une grève générale révolutionnaire.

Pour conclure, l'Etat s'il veut m'en croire, ferait bien de ne plus guère compter sur les ouvriers militarisés des arsenaux. Il vient d'avoir la preuve que leur bien-être et leur liberté à défendre ou à conquérir passent avant la défense de leur patrie ou la conquête de la patrie des autres.

La même besogne s'accomplit auprès des soldats, souhaitons-en les mêmes résultats et redoublons d'ardeur.

G. YVETOR.

CONCOURS DRAMATIQUE

L'Ecole Moderne ouvre un concours d'œuvres théâtrales d'un, de deux, de trois et plus d'actes pour dégager l'art de ce qu'il a de routinier et d'atavique en facilitant son évolution progressive afin de donner une impulsion nouvelle aux jeunes qui sont systématiquement écartés par les folâtreries et les auteurs qui monopolisent le goût du public.

Sans nier que l'art vit pour lui-même comme une abstraction qui représente la beauté il faut en plus le considérer comme un auxiliaire de la pensée. L'Ecole Moderne présente la sienna qui comprend les multiples manifestations et applications, malheureusement contenues, par des conventionnalismes imposés par une société privilégiée et sceptique. Le libre cours de la pensée et les conceptions grandioses et originales sont confinées par des raisons d'intérêt impersonnel qui fait des auteurs et l'auteur qui aspire à gagner des spectateurs ne font pas faire un pas à l'art et c'est ainsi que tout progrès sombre entre les écueils du doigt et de l'avoird.

Sans avoir la volonté de détruire radicalement de telles obstacles, mais dans l'espoir de contribuer à leur destruction en donnant un exemple qui peut se traduire en initiatives fécondes, l'Ecole Moderne présente la sienna qui comprend 100 fr. par acte aux auteurs des œuvres théâtrales qui diront le plus clairement avec le plus d'art et la meilleure critique les injustices sociales, les entraves opposées à la vie dans ses expansions naturelles de l'amour, de l'amitié, de l'envie et de la jalousie en tant qu'extériorisation du droit imminent et au-dessus de la loi de l'individu, les luttes passées, présentes et futures des hommes pour s'émanciper de la tyrannie religieuse, juridique, politique et économique.

Les ouvrages non acceptés seront renvoyés à l'auteur sans mention publique, ceux qui seront acceptés seront publiés par l'Ecole Moderne et représentés chez elle, quand cela lui conviendra, sans paiement de droits et avec facilité de vendre les exemplaires.

La propriété des ouvrages pour la perception des droits de représentation restera au bénéfice des auteurs, avec l'unique exception déjà indiquée de l'Ecole Moderne.

Les ouvrages peuvent être écrits en espagnol et en français. L'Ecole Moderne se chargera de faire représenter en espagnol ceux qu'elle aura acceptés.

Adresser à l'Ecole Moderne, Baile, 56, Barcelona.

La Femme et la Grève

— Il y a le siècle de Pétrilès, le siècle d'Auguste et celui de Louis XIV ; mais, l'histoire, qui est parfois à bonnes fortunes, nous en réserve un quatrième : le Siècle de J. Cornély.

Celui-ci vaut les trois autres. Il contient en quatre pages quotidiennes toutes les infamies grandes et petites qui illustreront surtout l'esprit de nos

leader-article, seul, est une quintessence de platitude et d'anthropomorphisme. A telle enseigne qu'on se demande si nous avons vieilli et pourquoi nous avons vieilli.

M. J. Cornély adresse un bravo ému aux femmes de Brest qui « flanquent une raclée à leurs maris au lieu de les emmener au meeting par les deux oreilles ».

Il appelle cela la victoire du bon sens, la victoire de la femme qui représente la race, avec ses qualités permanentes (?) et nous assure que dans la femme il y a non seulement l'instinct puissant de la maternité qui lui fait prendre la dé-

fense auguste de la seule victime de la grève : l'enfant.

A l'époque de l'Affaire, M. J. Cornély, dreyfusard éminent — bien entendu — fut un des premiers foudres d'éloquence qui incitèrent le prolétariat à prendre en mains, la défense d'une victime du Tiers Ordre.

A cette époque, tous les moyens eussent été bons pour sauver le Juif malheureux : la grève même, sous quelque aspect qu'elle se présentât... Il s'agissait d'arracher du bagne un de ceux qui les affirment et les créent. M. J. Cornély pouvait un jour être du nombre, il n'y avait pas à lésiner, on n'eût pas hésité au besoin à fomenter la Révolution sociale... cette grève des grèves.

Aujourd'hui les temps ont changé. Ceux qui se mettent en grève pour leurs intérêts ne peuvent être que des friponnes — au moins des irrogues se consolant avec l'alcool... Il n'y a pas, pour le moment, de juif millionnaire à sauver...

AVIS IMPORTANT

Nous rappelons instamment aux acheteurs au numéro que, par les soins de la Maison Hachette, le « Libertaire » est mis en vente dans toutes les gares ainsi que chez les principaux marchands de journaux de toutes les villes de France.

Pour Paris, depuis la nouvelle série le service des gares du Métropolitain a été triple.

Prière de nous signaler les villes et les gares ou le « Libertaire » ferait défaut, afin que nous puissions faire le nécessaire immédiatement.

Causerie d'Hygiène

LA TUBERCULOSE

(Suite et fin)

Traitement aux deux dernières périodes

Forcément je serai bref sur ce dernier chapitre, car ici, au point de vue non pas de la tuberculose elle-même, mais des symptômes et des accidents qui l'accompagnent, le traitement médicamenteux trouve sa place, et l'application de ce traitement échappant naturellement au malade, le médecin reconquiert tous ses droits à prescrire suivant les circonstances, telles ou telles drogues. J'en dirai du reste un mot tout à l'heure.

En tous les cas, les indications de la première période ne sauraient être abandonnées, elles trouvent, au contraire, à s'appliquer d'une façon plus rigoureuse encore. Donc l'alimentation, le repos, l'aération restent encore au tout premier plan. Il faut bien, malheureusement, se rendre compte que l'action de ces moyens est bien plus lente puisqu'ils s'adressent maintenant à un malade affaibli et surtout à un malade qui s'infecte et se contagione lui-même, par ce fait que ses lésions ne restent plus fermes et limitées, mais entrent, au contraire, en rapport avec l'air extérieur et les différentes parties de l'organisme, jusque-là restées fermes. Les difficultés de l'estomac, de l'intestin, du foie, l'inaptitude, en un mot à faire de bonnes digestions, est beaucoup plus marquée qu'à la première période ; le repos de

L'Internationale

Antimilitariste

MISE EN LIBERTÉ DE MOCHET

Au moment où nous mettons en page, nous apprenons la mise en liberté de Charles Mochet, de la section de Marseille, détenus depuis plus d'un mois pour l'édition d'un manifeste aux conscrits. Ce manifeste ne contenait aucune exécution, aucune provocation. Notre camarade E. Merle en exposait le caractère de modération dans un de ses récents articles. Nous ne savons encore si Mochet sera poursuivi.

Le Comité National adresse à Marcel Sembat, à l'intervention duquel est due la libération de notre ami, ses sincères remerciements.

Le titre de notre association ; sa pensée maîtresse contenue dans cette formule : « Pas un homme, pas un centime pour le militarisme », indiquent clairement le but qu'elle se propose d'atteindre.

Nous avons déjà dit que l'A. I. A. était la coalition des volontés antimilitaristes désireuses d'en finir avec le militarisme par la méthode révolutionnaire.

Dès l'instant que des camarades intéressés par les idées de l'A. I. A. constituent une section, la plus élémentaire des probités leur commande de respecter les principes d'une association dans laquelle ils viennent apporter l'appui de leurs efforts. Cela permet d'éviter les frictions qui, hélas ! semblent être l'apanage de bien des groupes. Et, c'est pour défendre les sections des luttes déprimantes entre camarades dont les conceptions philosophiques diffèrent — luttes au cours desquelles les épithètes les plus désobligeantes sont souvent échangées — qu'amicalement nous les mettons en garde contre un système qui, s'il était suivi, ne tarderait pas à constituer un sérieux danger pour la vitalité de l'A. I. A.

Deux sections, l'une du Midi et l'autre de Paris, organisaient ces jours derniers des réunions qui n'avaient qu'un rapport très lointain avec l'antimilitarisme. Dans la première on y traitait les « Miracles, la Magie et le Moderne Hypnotisme » ; « Immoralité du Mariage » était le sujet traité dans la deuxième.

Loin de nous la pensée de contester l'utilité d'une pareille propagande. Il convient, pour dévoiler la fourberie des gens d'Eglise, de démontrer que les prétendus miracles ne sont pas l'œuvre d'un Dieu, mais la résultante des phénomènes psychiques que la science malgré ses tâtonnements, parvient de plus en plus à expliquer. Montrer en outre, les marchés odieux, les viles opérations que cachent les principaux mariages est une œuvre à laquelle doivent soucire tous les hommes de libre examen.

Mais là n'est pas la besogne des sections. Elles doivent enfin tenir au rôle nettement déterminé qu'elles se sont librement assignée : la destruction du militarisme.

Si, demain, une section composée exclusivement de camarades antiparlementaires décident de traiter du « Mensonge de la Politique », par exemple, logiquement une autre dont les éléments socialistes

forment la majorité pourra inviter un candidat à venir exposer un programme politique. D'où compétition pouvant mettre en péril une association qui, bien comprise, doit permettre aux antimilitaristes d'unir leurs efforts pour jeter bas une institution dont nous souffrons tous.

Nous sommes certains qu'il nous aura suffi de signaler ce danger aux camarades pour qu'ils évitent à l'avenir d'aborder dans les sections des discussions ne concernant pas le militarisme.



PARIS XVII^e

Samedi, 25 courant, réunion de la section au siège : 4, passage Davy (50 av. de Saint-Ouen) à 9 heures.

Causerie par la camarade Félicie Numska sur :

La vie d'une section.

Organisation d'une réunion controversée.

VINGTIEME

La section du 20^e qui s'est solidarisée avec les signataires de l'affiche, aux *Conscrits*, a décidé pour étendre sa propagande de faire toutes les semaines une lecture suivie de discussions sur l'antimilitarisme ; elle invite tous les antimilitaristes à assister à ces causeries qui auront lieu tous les lundis à 9 heures du soir au siège, 27, rue des Maronites.

SAINT-DENIS

La section, après avoir éliminé de son sein des éléments dissolants, reprend ses réunions comme par le passé.

Le mardi 28 novembre, à 8 h. 1/2, salle Prévost, 3, rue du Port, (près la Gare) réunion de tous les adhérents.

Causerie par Eugène Merle :

Ce que doit être une section.

Invitation cordiale est faite à tous les antimilitaristes de la localité.

Adresser tout ce qui concerne la section au camarade Théophile Le Demmat, 125, boulevard Ornano, Saint-Denis.

LEVALLOIS-PERRET

Une section vient de se constituer à Levallois. Nous invitons tous les antimilitaristes, à quelques-uns qu'ils appartiennent, à s'y faire inscrire.

Prochainement une conférence publique sera donnée par Gustave Hervé.

Adresser les communications et adhésions à Cladé, 13, rue des Arts.

NOGENT-LE-PERREUX

Les adhérents des sections (Champigny-Nogent) et (Le Perreux-Bry) sont invités à passer dimanche 26 à 2 h. 30 au Syndicat du Square, pour élaborer le programme de la Fête-Conférence du 9 décembre et répétition à la Coopérative Communiste. Réponse aux groupes du canton de Nogent. Nous les amis se déploieront afin d'avoir des concours de chansonniers-révolutionnaires, 2^e liste des soldates poursuivis pour le maniement.

BEAUNE

Ce n'est pas une raison parce que le secrétaire de la section est absent pour ne pas venir aux réunions, surtout au moment où il faut que la cohésion règne parmi nous et les camarades poursuivis.

Le secrétaire étant rentré, les réunions auront lieu comme par le passé les jeudi 16, 23, 30 courant.

Les camarades recevront une convocation leur donnant l'ordre du jour.

Réunion au siège : Comptoir international, place Saint-Jacques.

CHANTENAY

La section se solidarise avec le Comité National pourvu pour l'appel aux *Conscrits*. Les adhérents déclarent avoir participé à l'édition de ce manifeste et réclamer, de ce fait, leur part des poursuites.

Le secrétaire : Marsac.

EN VENTE

au " LIBERTAIRE "

Toute commande de librairie doit être accompagnée de son montant en timbres, mandats ou toute autre valeur.

Adresser lettres et mandats à Louis Matha, administrateur, 15, rue d'Orsel.

BROCHURES

POSTE

Communisme et Anarchie (P. Kropotkin)	0 10 0 15
Machinisme (Jean Grave)	0 10 0 15
La Panace Révolution (Grave)	0 10 0 15
Colonisation (Grave)	0 10 0 15
Communisme expérimental, par Fourier Henry	0 10 0 15
A mon frère le paysan (Elisée Reclus)	0 10 0 15
L'Anarchie et l'Eglise (Reclus)	0 10 0 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière (M. Nettbau)	0 10 0 15
Entre Paysans (Malatesta)	0 10 0 15
militarisme (Domenec, Nieuwenhuis)	0 10 0 15
L'Education libertaire (Domènec)	0 10 0 15
Déclarations d'Eté (19 ^e)	0 10 0 15
Patrie, guerre, caserne (Ch. Albert)	0 10 0 15
Aux Anarchistes qui signorent (Ch. Albert)	0 10 0 15
L'Anarchie (A. Girard)	0 10 0 15
Les deux méthodes du Syndicalisme (P. Delesalle)	0 10 0 15
Nouveau Manuel du soldat	0 10 0 15
L'Immoralité du mariage (Chauvin)	0 10 0 15
Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire	0 10 0 15
La Lépre religieuse	0 10 0 15
Les crimes de Dieu (S. Faure)	0 15 0 20
Fin de la Congregation — Commentement de la Révolution (U. Gohier)	0 20 0 25
L'Art et la Société (Ch. Albert)	0 15 0 20
L'Anarchie (Malatesta)	0 15 0 20
Le Militarisme (H. Fischer)	0 15 0 20
Le rôle de la Femme — L'absurdité de la politique (Paraf-Javal)	0 15 0 20
La Femme dans les U. P. et les syndicats (E. Gimel)	0 15 0 20
Au café, par Malatesta	0 20 0 25
La Vache à Lait, par G. Yvelot, préface d'Urbain Gohier	0 20 0 25
Les Temps Nouveaux (Kropotkin)	0 25 0 30
Documents socialistes, par Dal	0 30 0 40
Rapports du Congrès antiparlementaire	0 50 0
L'Education et la Liberté (Manuel Devaides)	0 50 0 60
Le problème de la repopulation, par Sébastien Faure	0 15 0 20
Libre Examen (Paraf-Javal)	0 25 0 30
Les deux horreurs, image par Paraf-Javal	0 40 0 45
Justice	0 10 0 15
Grève générale (par les E.S.R.L.)	0 10 0 15
Les Hommes de Révolution (par Michel Zévalos, Jean Jaures, Ernest Vaughan, J.-B. Clement, Sébastien Faure, Guesde, Allemane, Gérault-Richard, La Livraison)	0 10 0 45
Syndicalisme et Révolution (P. Pierrot)	0 10 0 15
Entretiens d'un philosophe avec Mme La Marchale	0 10 0 15
La Grève des Electeurs (Mirabeau)	0 10 0 15
Vers le bonheur (Sébastien Faure)	0 10 0 15
Les lois séculières de 1893-1894 (Fr. de Pressensé, un juriste et Emile Pouget)	0 25 0 30
Marchand-Fachoda (J. Guetinoff)	0 25 0
Pages d'histoire (Tcherkessoff)	0 25 0
Le grand Fleau (E. Girault)	0 20 0 25

THEATRE

Le Fardeau de la liberté (Tristan Bernard), comédie en 1 acte	1 35 1 50
Le Ressort (Urbain Gohier), étude de révolution en 4 actes	1 80 2
L'Épidémie (Octave Mirbeau), 1 acte	0 90 1
Le Portefeuille (Oct. Mirbeau), 1 acte	0 90 1
La Fille Elisa (Jean Ajalbert), 3 actes	1 75 2 0
Le Voile du bonheur (G. Clemenceau), pièce en 1 acte	1 75 2 0
Jacques Damour (Léon Henrique, d'après la nouvelle de Zola) 1 acte	0 90 1
Le Gage (Franz Jourdain), 1 acte	0 90 1
Le Permissionnaire (drame antimilitariste, en un acte), par Hanriot	0 50 0 60
Mais quelqu'un troubla la fête (Louis Morsolleau), pièce interdite	—
Hors les lois, un acte en vers (Louis Morsolleau)	1 30 1 50
L'Amour libre, 1 acte (Vera Starkoff)	0 50 0 60
L'Argent, comédie en quatre actes (Emile Fabre)	1 75 2 2
L'Article 330, un acte (G. Courceline)	0 90 1
Pages d'histoire (Tcherkessoff)	0 25 0
Le grand Fleau (E. Girault)	0 20 0 25

LE LIBERTAIRE

ST-Louis-Marseille

Dimanche 26 novembre, à 3 heures de l'après-midi, bar Vincent (St-Henri), conférence publique et contradictoire par Jean Marestan.

Sujet traité : *L'Internationale, son organisation, son but, ses moyens.*

Entrée libre.

NANTES

Les syndicats, dont les noms suivent : Chaudronniers, Frappeurs, Forgerons, Machines-Outils, appartenant à l'Union métallurgiste de Nantes, protestent énergiquement contre les poursuites dont sont victimes les signataires de l'affiche adressée aux *Conscrits*, voient leur plus profond mépris aux politiques qui voudraient imposer le silence par la force, aux hommes assez courageux pour mettre en garde le malheureux jeunes gens, à qui l'on donne des fusils et des baïonnettes pour les envoyer sur les champs de bataille, fusiller de malheureux prolétaires qui luttent contre l'exploitation honnie du patronat coalisé contre l'emancipation des travailleurs.

MARSEILLE

Samedi prochain 25 courant, bar Frédéric, d'Aubagne, 11, grande soirée familiale ; le bénéfice servant à assurer les moyens de propagation pour l'incarcération du camarade Charles Mochet.

On jouera : 1^{re} partie, *La Peur des Coups*, de Courteline ; 2^e partie, *Concert* ; 3^e partie, *La Fille Elisa* (2^e acte, la *Plaideiro*).

Le bénéfice étant pour couvrir les frais d'affiche, le vestiaire sera de 0 fr. 20.

ARLES

Samedi prochain 25 courant, bar Frédéric, d'Aubagne, 11, grande soirée familiale : 8 fr. 80 ; affichage meeting palais du Travail, 60 fr. ; course Almeyda, 3 fr. 50 ; correspondance Poignant, 5 fr. 05 ; complément de la salle palais travail, 67 fr. 50 ; timbre pour affichage, 96 fr. ; télégramme Sébastien Faire, 1 fr. 85 ; 100 timbres pour affiche remis à Gaillac, 24 fr. ; correspondance Poignant, 2 fr. 25 ; affichage, 10 fr. ; dépense Beylie, 5 fr. 90 ; facture Aliemane, 73 fr. ; 300 timbres affiche, 72 fr. ; 200 timbres (0.18), 36 fr. ; dépense Beylie, 6 fr. 50. TOTAL : 411 fr. 45.

DÉPENSES :

Beylie, correspondance, 8 fr. 80 ; affichage meeting palais du Travail, 60 fr. ; course Almeyda, 3 fr. 50 ; correspondance Poignant, 5 fr. 05 ; complément de la salle palais travail, 67 fr. 50 ; timbre pour affichage, 96 fr. ; télégramme Sébastien Faire, 1 fr. 85 ; 100 timbres pour affiche remis à Gaillac, 24 fr. ; correspondance Poignant, 2 fr. 25 ; affichage, 10 fr. ; dépense Beylie, 5 fr. 90 ; facture Aliemane, 73 fr. ; 300 timbres affiche, 72 fr. ; 200 timbres (0.18), 36 fr. ; dépense Beylie, 6 fr. 50. TOTAL : 459 fr. 35.

ARLES

Le